

Je suis très heureux de pouvoir accueillir Monsieur le ministre Hatoyama, Son Excellence l'ambassadeur Nara, mes autres invités japonais, l'honorable Don Phillips, Monsieur le maire Bolrich et tous mes autres distingués invités.

Je crois qu'il était très approprié que la première réunion de la Commission mixte Canada-Japon, que Monsieur le ministre Hatoyama et moi-même avons inauguré ce matin, ait lieu dans cette partie-ci du Canada. J'ai choisi Vancouver parce que je voulais montrer le rôle important et actif que les Canadiens des provinces de l'Ouest ont joué dans l'élaboration de toutes les facettes que comporte la dimension Pacifique de la politique étrangère du Canada.

La ville de Vancouver est elle-même une plaque tournante pour les nombreuses activités que coiffe cette politique. Une bonne part des échanges importants et croissants entre le Canada et ses partenaires du Pacifique transite par cette ville et bon nombre de décisions quant à l'activité financière et commerciale du Canada dans la région du Pacifique sont prises dans les bureaux et les conseils d'administration de Vancouver.

Naturellement, les échanges entre Vancouver et les pays du Pacifique ne se limitent pas aux domaines commercial et financier. Un va-et-vient incessant fait que cette ville comprend intimement le rôle croissant du Canada dans le Pacifique et y participe d'une façon toute particulière. Les universités de Vancouver orientent de façon significative leurs programmes en fonction des besoins de la région. Les liens culturels très forts de cette ville avec le Pacifique dans les domaines des arts, du théâtre et même de la gastronomie témoignent également de l'importance de la dimension Pacifique dans la vie de Vancouver.

J'entends limiter mon propos aujourd'hui à un élément majeur dans l'élaboration de la politique canadienne du Pacifique: les relations importantes et toujours plus complexes que nous avons avec le Japon. Si le gouvernement Trudeau a décidé il y a plusieurs années d'accorder une attention prioritaire à l'élaboration et à l'expansion des relations du Canada avec le Japon, c'est qu'il reconnaissait l'émergence de ce dernier comme puissance mondiale dont les intérêts considérables se situaient surtout, mais non exclusivement, dans la sphère économique internationale. De l'avis du gouvernement, le Japon, l'une des premières nations commerçantes, était appelé à jouer un rôle clé dans la gestion de l'économie mondiale. De plus, le Japon est, à l'instar du Canada, un pays industrialisé qui partage les mêmes idéaux démocratiques et qui veut réagir de façon efficace devant une situation mondiale toujours plus complexe sur les plans économique et politique. Il était donc dans l'intérêt de nos deux pays d'accroître nos contacts sur des questions internationales.